

Intervention de François Fabregat sur Africa numéro 1. Secrétaire général et Directeur de la communication du Collectif pour la Vérité des Urnes

Le « Journal des Auditeurs » : JDA - AFRICA N° 1 DU 29 septembre 2012 -13h30-14h00

TOGO : L'ENJEU DEMOCRATIQUE

1. LA QUESTION DE LA DEMOCRATIE AU TOGO, AU CENTRE DES ENJEUX

Dans le cadre du combat frontal qui se mène au Togo entre le pouvoir et des masses de plus en plus importantes de citoyens togolais, le problème crucial auquel sont confrontés les combattants de la liberté en 2012, c'est le déficit démocratique pour ne pas dire l'absence totale de démocratie au Togo depuis l'avènement de l'indépendance en 1960.

La question de la démocratie est aujourd'hui au sein de la société togolaise le centre des enjeux cruciaux de la transformation d'un Etat dictatorial en une société libérée de toutes les entraves qui empêchent son développement collectif et le développement individuel des citoyens de ce pays.

La capacité de construire une société véritablement démocratique est l'enjeu essentiel et concerne au premier chef le fonctionnement des partis politiques qui aspirent à conduire l'alternance au Togo. On ne peut proposer au peuple une transformation en profondeur de la société pour construire un Etat démocratique, si déjà on ne s'applique pas à soi-même ce premier principe républicain.

Le problème n° 1 du Togo aujourd'hui n'est pas un simple changement de Président de la République, ou de majorité parlementaire, c'est une transformation en profondeur de la société togolaise dans son ensemble, dans un sens démocratique

2. CHANGER GNASSINGBE OU CHANGER DE SYSTEME GNASSINGBE ?

Mais la construction de l'édifice démocratique au sein d'une nation rassemblée est un long apprentissage.

De ce point de vue pour reprendre une expression de notre aîné Godwin Tété, « nous sommes entrés dans le vif du sujet » en cet été 2012.

Pourquoi ? Parce que le mouvement populaire pour l'émancipation a opéré un saut qualitatif et il sera difficile de revenir en arrière, même si d'aventure il devait y avoir quelques moments de pause.

La possibilité de la création d'un bloc d'opposition uni, dans le respect de la diversité et de la personnalité de chacune de ses composantes, ouvre la perspective d'une bipolarisation des forces politiques qui pourrait conduire à une lutte Front contre Front, à savoir CST/FRAC et autres, en face du bloc du système Gnassingbé UNIR-AGO

Mouvement Citoyen

Le verrou principal à faire sauter est aujourd'hui de créer toutes les conditions par les moyens appropriés, pour l'inversion du rapport de forces au sein des forces armées togolaises afin que les militaires républicains deviennent enfin majoritaires, offrant ainsi la possibilité d'un soutien aux aspirations démocratiques portées aujourd'hui majoritairement par le peuple togolais.

C'est de cette manière - grâce à une inversion du rapport des forces au sein des armées - qu'ont pu sortir positivement victorieux les mouvements révolutionnaires arabes, en Tunisie et en Egypte.

3. LE DEPART DE FAURE EN 2015 SOUHAITABLE IMMEDIATEMENT !

Il faut faire attention aux leurres.

La vraie question n'est pas le départ ou non de Faure en 2015, mais bien la transformation du système politique qui prévaut aujourd'hui.

On pourrait très bien imaginer un scénario où Faure Gnassingbé ne se représente pas et passe la main à un nouveau candidat, qui - au moyen de la contre vérité de urnes - maintiendrait en place le système oligarchique qui détient tous les pouvoirs au Togo en particulier le pouvoir militaire, le pouvoir judiciaire et par-dessus-tout le pouvoir économique qui procure tous les moyens à cette oligarchie de se maintenir au pouvoir.

N'oublions pas que ce sont les propres frères de Faure Gnassingbé Kpatcha et Essolizam qui ont déclaré devant le tribunal lors des audiences du procès du coup d'état, que Faure avait dépensé 29 milliards de F CFA pour la campagne présidentielle de 2010.

Mais il est clair que le départ immédiat de Faure Gnassingbé apaiserait immédiatement les tensions et permettrait d'engager tout de suite le pays dans la voie de la construction démocratique.

François FABREGAT

Secrétaire Général

Directeur de la Communication